

**Cahier des Clauses
Techniques Particulières
Procédure n°2025-2509067002**

Supervision d'une Enquête de Coûts en psychiatrie pour l'ATI



Sommaire

1.	Présentation de l'ATIH	3
2.	Objet du marché.....	3
3.	Contexte général	3
3.1	Objectif de l'enquête de coûts en psychiatrie	4
3.2	Le Retraitement Comptable (RTC)	4
3.3	Echantillonnage de l'enquête.....	4
3.4	Outils mis à disposition	5
4.	Prestations à exécuter	5
4.1	Prestation de supervision.....	5
4.2	L'organisation des échanges avec l'ATIH	6
5.	Livrables	7
5.1	Le rapport de supervision	8
5.2	Table de correspondance ex-OQN	9
5.3	La note de synthèse de supervision	9
5.4	Le fichier de suivi hebdomadaire des établissements	10
5.5	Les comptes-rendus de réunion	10
6.	Compétences requises	10
7.	Charge de travail estimative	11
8.	Le calendrier de l'enquête	11
9.	Cas d'abandon de l'enquête par les établissements	11

1. Présentation de l'ATIH

L'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) est un établissement public de l'État à caractère administratif, régi par les articles R.6113-33 et suivant du Code de la santé publique, et chargé :

- 1° du pilotage, de la mise en œuvre et de l'accessibilité aux tiers du dispositif de recueil de l'activité médico-économique et des données des établissements de santé mentionné à l'article L. 6113-8 ainsi que du traitement des informations mentionnées au même article ;
- 2° de la gestion technique du dispositif de financement des établissements de santé ;
- 3° d'analyses, études et travaux de recherches sur les données des établissements de santé ;
- 4° d'apporter son concours aux travaux relatifs aux nomenclatures de santé, menés pour la mise en œuvre de l'article L. 161-29 du code de la sécurité sociale ;
- 5° de la conception et de la réalisation d'études sur les coûts des établissements et services mentionnés à l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- 6° De la conception et de la réalisation des études nationales de coûts mentionnées à l'article L. 6113-11 ;
- 7° du recueil et de l'analyse de données dans le cadre de dispositifs d'évaluation de la qualité, de la conformité et de la coordination des prises en charge sanitaires et médico-sociales par les professionnels et l'ensemble des acteurs, ainsi que de la satisfaction des personnes concernées. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale définit la liste et le contenu de ces dispositifs ainsi que les destinataires des résultats, le cas échéant en précisant la nature des résultats communiqués à chacun ;
- 8° sur demande du ministre chargé de la santé, d'apporter son concours pour répondre à une alerte sanitaire ou en gérer les suites ;
- 9° d'apporter son concours à la gestion technique du dispositif de financement des établissements et services médico-sociaux.

L'ATIH est implantée sur deux sites :

- Le siège à Lyon : 117, boulevard Marius Vivier Merle, 69329 LYON Cedex 03
- L'antenne à Paris : 13, rue Moreau, 75012 PARIS

2. Objet du marché

Le présent marché porte sur la supervision d'établissements des secteurs publics (ex-DAF) et privés (ex-OQN) dans le cadre d'une enquête de coûts dans le secteur psychiatrie. La première période de marché concerne l'enquête de coûts portant sur les données de l'année 2025.

3. Contexte général

Parmi ses missions, l'ATIH est chargée de réaliser des enquêtes portant sur les coûts de prise en charge des patients ou résidents, et sur les coûts de structure des établissements de santé publics et privés, dans les secteurs sanitaire et médico-social.

Le développement de la connaissance des coûts de prises en charge est en enjeu crucial. En effet, ces données sont fréquemment mobilisées par l'ensemble des acteurs, notamment pour répondre aux

problématiques soulevées dans le cadre des discussions sur le système de financement des activités et des structures.

Un certain nombre d'outils analytiques, gérés par l'ATIH, existe déjà pour mesure les coûts des structures (RTC dans le secteur ex-DAF / ex-DG par exemple) ou les coûts des séjours (ENC dans les secteurs ex-DAF / ex-DG et ex-OQN). Ces outils peuvent cependant présenter certaines limites comme l'indisponibilité des données pour certaines catégories d'établissements ou l'impossibilité de reconstruire le coût complet d'un service ou d'une prise en charge.

L'ATIH est donc amenée à engager des enquêtes de coûts complémentaires.

Ces enquêtes de coûts sont dans la plupart des cas pilotées dans le cadre de Comités Techniques ou de Groupes de travail composés de représentants des établissements, des fédérations du secteur et des Directions concernées du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé (DGOS).

3.1 Objectif de l'enquête de coûts en psychiatrie

Les travaux en psychiatrie de l'ATIH comprennent un volet relatif à la mesure des coûts. Pour cela, une enquête de coûts est réalisée afin de disposer de données analytiques relatives à l'année 2025 pour les établissements des secteurs ex-DAF et ex-OQN. Cette enquête est reconduite depuis 2014, à l'exception de l'année 2020, pour cause de crise sanitaire.

Le recueil des données de coûts se fera via la méthodologie et l'outil du « Retraitement Comptable (RTC) ».

Il est rappelé que les établissements sous ex-DAF ont déjà l'obligation réglementaire de remplir annuellement leur RTC, pour l'ensemble des champs sanitaires (MCO, SMR, HAD et PSY). Les établissements sous ex-OQN ne remplissent pas le RTC ; ils n'en ont pas d'obligation réglementaire.

3.2 Le Retraitement Comptable (RTC)

L'objectif principal du RTC est de calculer les charges nettes des fonctions définitives, majorées des charges nettes des fonctions auxiliaires.

Pour permettre aux établissements de réaliser ce calcul, l'ATIH fournit l'outil de saisie du RTC accompagné d'un guide méthodologique. Ce guide sera mis à jour puis mis à disposition des établissements en avril 2026 au titre des données 2025, sur le site internet de l'ATIH.

Les évolutions du RTC seront disponibles mi-décembre 2025 sur la page internet dédiée : <https://www.atih.sante.fr/information-sur-les-couts/retraitement-comptable>

3.3 Echantillonnage de l'enquête

L'enquête « mesure des coûts en psychiatrie » porte sur les deux secteurs d'activité (ex-DAF et ex-OQN) et sur l'intégralité de leur activité de psychiatrie. La liste des établissements participants est établie sur la base du volontariat. A partir d'un appel à candidature, les établissements font l'objet d'une sélection sur la base d'un questionnaire afin de s'assurer de l'aptitude de l'établissement à répondre aux exigences méthodologiques de l'enquête de coûts. L'échantillonnage est effectué par l'ATIH.

L'enquête sera déployée sur un nombre maximum de 280 établissements ex-DAF et 100 établissements ex-OQN à superviser pendant la durée totale du marché (reconductions comprises).

A titre indicatif, le tableau ci-dessous indique les commandes effectuées par l'ATIH pour les 4 dernières années :

	Nombre établissements ex-DAF commandé	Nombre établissements ex-OQN commandé
Enquête de coûts portant sur les données de l'année 2024	57	8
Enquête de coûts portant sur les données de l'année 2023	77	15
Enquête de coûts portant sur les données de l'année 2022	51	3
Enquête de coûts portant sur les données de l'année 2021	53	4

3.4 Outils mis à disposition

L'ATIH met à la disposition des établissements de l'échantillon le cadre de saisie du RTC permettant, d'une part, de les guider dans le traitement de leurs données comptables, et d'autre part d'obtenir in fine les données agrégées par poste de charges et par section principale et section auxiliaire selon les cas (cf. guide méthodologique).

4. Prestations à exécuter

4.1 Prestation de supervision

L'ATIH souhaite passer un marché avec une société prestataire qui accompagnera les établissements durant la phase de traitement des données et assurera le contrôle de la qualité de ces données. Cette prestation est appelée « supervision d'établissements de santé ». Dans la suite du document, les intervenants du prestataire seront dénommés « superviseurs ».

L'objectif général de la supervision est d'apprécier la conformité des travaux réalisés par les établissements participants à la méthodologie RTC. De ce fait, la supervision est une composante essentielle du processus global de retraitement, de contrôle et de validation des données émanant des établissements.

Elle comprend deux phases dont les éléments essentiels sont listés ci-dessous ; le prestataire ayant toute latitude pour faire des propositions complémentaires.

La phase de supervision :

Les éléments essentiels de cette supervision sont les suivants :

- assister et conseiller les établissements dans la mise en œuvre de la méthodologie et dans le traitement des données à recueillir ;

- vérifier la bonne réalisation des phases comptables dans le respect du guide méthodologique ;
- créer et mettre à disposition des établissements ex-OQN un outil leur facilitant la correspondance entre leur comptabilité et le plan comptable de l'enquête ;
- évaluer la cohérence des données de coûts et d'activité résultant de l'application de la méthodologie, à l'aide des contrôles de qualité réalisés dans l'outil de recueil et des tableaux de contrôle que l'ATIH mettra à disposition des établissements ;
- échanger avec les personnes chargées de l'enquête dans les établissements au sujet des valeurs atypiques et assurer le suivi des corrections réalisées, cela jusqu'à la validation des données par l'ATIH ;
- rédiger un rapport de supervision pour chacun des établissements. Il est important de noter que le livrable attendu ne consiste pas à reprendre uniquement des écarts constatés (avec N-1 et/ou avec une référence) mais à fournir des éléments explicatifs contextuels concernant les atypies ou situations particulières. Le superviseur devra indiquer si l'établissement n'a pas été en mesure d'apporter une explication aux écarts.
- axer la supervision sur la qualité du remplissage et la cohérence des données par regroupement avec d'autres sources existantes (ex : compte financier, bilan social, EPRD, etc.) mais également avec des tableaux de contrôle que l'ATIH mettra à disposition des établissements.

La coordination de la supervision par un chef de projet, unique interlocuteur des référents ATIH, est un point essentiel. A noter que les établissements du secteur ex-OQN, ne connaissant pas l'outil RTC, devront faire l'objet d'un suivi particulièrement attentif.

Une session d'information à la méthodologie, en mode webconférence, pourra être dispensée par l'ATIH auprès des nouveaux établissements intégrant l'enquête. La présence du chef de projet sera obligatoire.

Cette session d'information s'attachera aux tableaux de contrôles spécifiques à l'enquête de coûts en psychiatrie ainsi qu'aux tableaux de contrôle du RTC qui seront jugés opportuns pour la bonne exécution de la supervision.

La phase de propositions :

- La proposition de tableaux de contrôle complémentaires et d'ajustements du rapport de supervision afin d'enrichir le processus de supervision de l'année suivante ;
- La proposition d'évolutions de la méthodologie basée sur une explication précise des cas rencontrés, et d'améliorations des consignes d'application de cette méthodologie ;
- La réalisation d'une synthèse globale, chiffrée et comparative, sur les indicateurs des établissements suivis en cours de campagne. Cette synthèse est libre dans sa forme et doit être envoyée en fin de campagne. Elle résume la campagne, donne une analyse des établissements suivis et doit pouvoir alimenter les réflexions de l'ATIH sur le sujet.

4.2 L'organisation des échanges avec l'ATIH

En parallèle de l'accompagnement assuré auprès de l'établissement, la supervision fait également l'objet d'un dialogue permanent entre le chef de projet et l'ATIH, afin que cette dernière puisse s'assurer de l'état d'avancement des participants à l'enquête.

Les échanges réguliers entre les superviseurs et l'agence doivent permettre de garantir :

- une homogénéité des pratiques par la mise en œuvre de procédures communes à l'ensemble des superviseurs en matière d'accompagnement, de contrôles et d'analyses ;
- l'élaboration d'outils de reporting dans le cadre de la traçabilité des contacts avec les établissements et de la gestion du risque (échec ou abandon) ou de l'amélioration du processus de contrôle qualité des données financières ;
- un transfert de connaissances vers l'ATIH des analyses réalisées sur les données financières dans le cadre de l'amélioration du processus de contrôle qualité.

Les échanges entre le chef de projet, son équipe et l'ATIH sont formalisés de la façon suivante :

L'ATIH organisera une réunion de lancement de campagne à l'attention de l'ensemble des superviseurs. Cette réunion se déroulera dans les locaux de l'Agence à Lyon et en visio-conférence. Durant cette réunion, la présence de l'ensemble des superviseurs affectés à l'opération par le prestataire est obligatoire. La présence physique du chef de projet est requise et la présence des superviseurs peut s'effectuer en distanciel. Partant du principe que chaque superviseur aura pris connaissance au préalable du contenu du guide méthodologique, cette réunion permettra de revenir sur certains éléments techniques et présentera l'outil informatique utilisé par les établissements. Elle précisera les processus d'échanges entre les différents acteurs, le contenu du livrable, le calendrier et l'organisation interne à l'ATIH afin que les interlocuteurs soient bien identifiés. Le compte-rendu de la réunion de lancement de campagne est à la charge du titulaire du marché.

L'ATIH organisera également une réunion de bilan de campagne après la remise des livrables par le prestataire. Cette réunion se déroulera dans les locaux de l'Agence à Lyon et en visio-conférence. La présence de l'ensemble des superviseurs affectés à l'opération par le prestataire est obligatoire. La présence physique du chef de projet est requise et la présence des superviseurs peut s'effectuer en distanciel. Cette réunion permettra de constater leur remise et de recueillir des propositions (techniques comme organisationnelles) émanant du prestataire pour améliorer le processus de contrôle des données. Le prestataire préparera à cette occasion une note de synthèse présentant, pour l'ensemble de la population de l'enquête, la qualité globale des données, les principales difficultés rencontrées dans le suivi et les échanges avec les établissements, ainsi que des pistes d'amélioration en termes de méthodologie.

Le suivi de l'enquête sera également assuré par l'envoi hebdomadaire à l'ATIH d'un fichier de suivi de l'enquête présentant l'avancement mis à jour. Le prestataire en détaillera la forme et le contenu dans son offre.

Un point mensuel, en visio conférence, sera organisé entre le référent ATIH et le chef de mission, dont le calendrier sera fixé lors de la réunion de lancement. Un compte rendu de ces réunions sera rédigé par le prestataire.

En cas de question ou de difficulté d'une quelconque nature que le prestataire ne pourrait résoudre par lui-même, le chef de projet contactera les référents ATIH.

5. Livrables

Il sera attendu du prestataire la remise des livrables décrits ci-dessous :

5.1 Le rapport de supervision

Le rapport de supervision est un document au format Excel qui se décompose en 2 parties remises à l'ATIH à différentes étapes de l'enquête :

- 1- Le bilan préalable – 1^{er} onglet
- 2- Le rapport de supervision – 2nd onglet

Il est demandé au prestataire de fournir à l'ATIH un rapport de supervision pour chaque établissement dont il assure la supervision.

A l'occasion de l'appréciation de ces travaux, l'ATIH pourra demander au prestataire de revoir tout rapport qui apparaîtrait non conforme aux consignes données. En effet, ce document doit être rédigé dans un souci d'exhaustivité et de clarté.

Les deux parties du rapport de supervision seront fournies et imposées par l'ATIH mais le prestataire aura la possibilité de proposer aux référents ATIH, et ce avant le début de l'enquête, des améliorations de ce document.

Le rapport de supervision constitue la propriété de l'ATIH qui en disposera et le communiquera à sa convenance. Ce rapport servira à l'ATIH pour exercer son ultime contrôle.

La description des 2 parties est la suivante :

Le Bilan Préalable

La période des contrôles préalables doit être l'occasion, pour le superviseur, d'établir un premier contact avec l'établissement et de dresser un premier bilan : composition de l'équipe projet 'Enquête de Coûts' de l'établissement, aléas rencontrés durant l'année de campagne, découpage analytique prévu, avancement du projet ...

Le but est de repérer d'éventuels points bloquants et facteurs de risques pour la campagne et ainsi repérer les risques d'abandon. A l'issue de cette période est produit le Bilan Préalable.

Cela permet à l'ATIH de suivre l'ensemble des points de vigilance relevés par les superviseurs et, si nécessaire, d'entrer en contact avec les établissements en difficulté.

Le bilan préalable est un document au format Excel proposé par le superviseur et soumis à la validation des référents de l'enquête de coûts de l'ATIH. La trame proposée par le superviseur doit être adressée aux référents de l'ATIH au plus tard le 30 avril 2026 pour la période initiale du marché. En cas de reconduction, la trame est à remettre à l'ATIH au plus tard le 30 avril de l'année concernée.

Le bilan préalable de chaque établissement sera transmis à l'ATIH au plus tard le **30 juin 2026 (pour la 1^{ère} période du marché)**.

Il est attendu pour le bilan préalable que le superviseur concatène les données de chacun des établissements de santé dans un seul fichier Excel (une ligne par établissement et les réponses de chacune des questions en colonne).

En cas de reconduction du présent marché, la date de transmission du bilan préalable à l'ATIH sera indiquée dans le compte-rendu de la réunion de lancement de la campagne concernée.

Le Rapport de Supervision

Le superviseur doit produire un rapport de supervision par établissement suivi, quelle que soit la situation de l'établissement à la fin de la campagne. Il s'agit d'un document normé fourni par l'ATIH au format Excel (sauf changement) qui contient les informations nécessaires et suffisantes pour que l'ATIH puisse juger de la qualité des données collectées. Il fait état objectivement de la situation constatée lorsque le superviseur prononce la clôture du dossier, c'est-à-dire lorsqu'il considère, dans le respect des délais impartis, qu'il a apporté au processus de contrôle toute sa valeur ajoutée.

Ce document comprendra à minima les éléments suivants :

- analyse des résultats à la vue des tableaux de contrôle ;
- éléments d'analyses permettant de répondre aux différents points présents dans la trame du rapport de supervision. En l'absence d'éléments pertinents, il est attendu que le superviseur souligne les points demandés à l'établissement ;
- avis formalisé du superviseur sur l'intégration des données de l'établissement dans l'enquête de coûts ;
- recommandations fournies auprès de l'établissement pour améliorer la qualité de ses données ;
- toute autre information utile pour les référents ATIH.

Le prestataire pourra proposer tout autre item qu'il jugera pertinent pour l'enquête de coûts.

Le rapport de supervision est remis au plus tard **quatre semaines après la dernière date de dépôt de données par l'établissement** sur la plateforme ATIH. Ce dernier fait état objectivement de la situation constatée lorsque le superviseur prononce la clôture du dossier, c'est-à-dire lorsque celui-ci considère, dans le respect des délais impartis, qu'il a apporté au processus de contrôle toute sa valeur ajoutée.

5.2 Table de correspondance ex-OQN

Le superviseur créera et mettra à disposition des établissements ex-OQN une table de correspondance leur facilitant la conversion entre les comptes de la balance générale et les comptes du RTC (notamment particularité des comptes de personnel).

Ce document sera transmis à l'ATIH dans un délai de 30 jours suivant la réunion de lancement.

5.3 La note de synthèse de supervision

Ce document, présenté lors de la réunion de bilan, doit contenir, pour l'ensemble de la population de l'enquête, la qualité globale des données, les principales difficultés rencontrées dans le suivi et les échanges avec les établissements, ainsi que des pistes d'amélioration en termes d'organisation et de méthodologie. Ce document sera formalisé par le prestataire.

Parmi les livrables, il faut aussi compter l'ensemble de la documentation (numérisée dans la mesure du possible) de nature administrative et comptable qui aura été remise par l'établissement au prestataire et que ce dernier utilisera dans le cadre de son travail.

5.4 Le fichier de suivi hebdomadaire des établissements

Le prestataire devra transmettre chaque semaine à l'ATIH un fichier de suivi de type 'reporting', qui décrira l'avancement de l'enquête et les échanges réalisés avec chaque établissement participant. Ce document sera formalisé par le prestataire et comprendra à minima les items suivants :

- état d'avancement dans le remplissage des différents onglets du RTC ;
- état d'avancement dans l'analyse des données sur la base des tableaux de contrôle ;
- date prévisionnelle de clôture du RTC ;
- toute autre information utile pour les référents ATIH.

Le prestataire pourra proposer tout autre item qu'il jugera pertinent pour l'enquête de coûts. Il en détaillera la forme et le contenu dans son offre.

5.5 Les comptes-rendus de réunion

Il est attendu que le prestataire réalise les comptes-rendus des réunions de lancement et de clôture ainsi que ceux des réunions mensuelles citées précédemment.

6. Compétences requises

La supervision efficace d'un établissement de psychiatrie requiert des compétences approfondies en matière de comptabilité analytique et des connaissances fortes dans le secteur de la psychiatrie.

L'équipe de superviseurs sera coordonnée par un chef d'équipe, unique interlocuteur de l'ATIH. En effet, L'ATIH s'attend à ce que chaque superviseur rende compte de façon très régulière de l'avancement de chaque supervision auprès du chef de projet. Ce dernier enverra le reporting hebdomadaire aux référents de l'ATIH et pourra si besoin demander un point téléphonique afin de discuter des problématiques rencontrées par son équipe. L'information redescendra auprès de l'équipe de superviseur via le chef de projet.

L'encadrement des superviseurs par ce chef d'équipe doit permettre de garantir une homogénéité des pratiques par la mise en œuvre de procédures communes à l'ensemble des superviseurs en matière d'accompagnement, de contrôles et d'analyses.

A noter que la présence au sein de l'équipe de supervision d'un ou plusieurs médecin(s) expert(s) en information médicale ainsi que dans les domaines de spécialités ciblés par l'enquête permettrait d'assurer la cohérence des données transmises à l'ATIH.

Les CV détaillés des superviseurs devront être fournis à l'ATIH. Le prestataire s'engage à informer l'ATIH en cas de changement au sein de son équipe de superviseurs en cours de mission. Ces changements éventuels devront être approuvés par l'ATIH.

D'autre part, en cas de défaillance d'un superviseur (expertise technique insuffisante, réactivité envers l'établissement trop longue, etc.), le prestataire s'engage à changer le superviseur en cours de mission. Enfin, l'affectation des superviseurs aux établissements au début de chaque campagne devra se faire en concertation étroite avec l'ATIH.

7. Charge de travail estimative

La charge de travail estimative correspondant à la supervision d'un établissement est estimée à 1,5 jour / homme pour les établissements sous ex-DAF et à 2,5 jours / homme pour les établissements sous ex-OQN.

8. Le calendrier de l'enquête

Le calendrier indicatif de l'enquête est présenté ci-après pour la 1^{ère} période du marché. Il est susceptible d'évoluer, notamment pour tenir compte des dates réglementaires du RTC.

Les dates prévisionnelles sont :

- Début mai 2026 = Mise en ligne des outils. Prise de contact du superviseur avec tous les établissements
- 15/06/2026 = Premier dépôt des données sur la plateforme par l'établissement
- 15/07/2026 = Dernier dépôt des données sur la plateforme par l'établissement

En cas de reconduction du présent marché, le calendrier de l'enquête sera indiqué dans le compte-rendu de la réunion de lancement de la campagne concernée.

9. Cas d'abandon de l'enquête par les établissements

2 cas d'abandon de l'enquête par les établissements sont identifiés :

- **Cas 1 d'abandon** : un établissement, initialement confié à la supervision du prestataire, décide d'abandonner l'enquête avant l'entretien préalable permettant de recueillir les informations nécessaires à la réalisation du bilan préalable. Pas de livrable demandé.
- **Cas 2 d'abandon** : un établissement décide d'abandonner après que le superviseur a réalisé le bilan préalable. Seul le bilan préalable est demandé.

Dans ces 2 cas, l'établissement doit confirmer à l'ATIH et à son superviseur son abandon par mail. Les relances auprès de l'établissement sur ce point sont à effectuer par le superviseur.